
Les obstacles qui empêchent la fin du conflit dans le Chocó

Date de parution	Décembre 2012
Dans	Cien Dias - Revue du CINEP - N°77
Auteur(s)	Juan Pablo Guerrero Home 6 Coordinateur Equipe Choco-Pacifique au CINEP/PPP
Source directe	http://issuu.com/cinepppp/docs/revista_cien_dias_77
Thème(s)	Cultures illicites, Acteurs armés, Industrie extractive, Déplacements forcés
Traduction par	Rodas-Piketty (Bénévole Ecole de la Paix)

Avant propos

L'information reprise dans cet article est le résultat du travail sur le terrain entre l'équipe du Chocó-Pacifique du CINEP/PPP et du Forum Interethnique Solidarité Chocó (FISCH).

Analyse des cultures de coca, du déplacement forcé, de la présence de groupes armés et de l'exploitation minière comme éléments déstabilisateurs de la paix dans le département du Chocó.

La violente dispute entre des groupes armés illégaux pour le contrôle social et territorial des zones rurales et urbaines, l'usurpation et l'achat massif de terres, les multiples déplacements [de population], la militarisation du territoire comme politique de sécurité publique, l'expansion rapide des cultures illicites et l'utilisation de ces territoires en tant que voie de commercialisation de la coca, de l'extraction de l'or, de l'argent et du platine, la considération d'une grande partie du territoire en tant que zone spéciale pour l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures, le fait d'être considéré comme la zone la moins développée du pays et avec les plus hauts niveaux de pauvreté, conjuguée avec des institutions publiques traditionnellement faibles et corrompues. Tous ces facteurs sont les obstacles majeurs qui empêchent la finalisation au conflit armé interne par la négociation et le dialogue avec les FARC dans le Chocó.

Les communautés afro-descendantes, métisses et autochtones du Chocó sont maintenant obligées de faire face à des circonstances difficiles dans le maintien de la paix, représentées principalement par les éléments suivants :

1. Les cultures de coca

Selon le *Sistema Integrado de Monitoreo de Cultivos Ilícitos (SIMCI)*, entre les années 2008 et 2009, la superficie cultivée de coca dans le département du Chocó a diminué de 36%, passant de 2794 à 1789 hectares; en 2010 ce chiffre a augmenté de 77%, couvrant alors 3158 hectares répartis dans 16 communes du département. En 2011, la superficie cultivée avec de la coca a diminué d'un cinquième par rapport à l'année 2010 ; il est à noter que bien que la culture de la coca à échelle municipale a concerné 21 communes, toutes sauf Jurado, Novita, Condoto et Moyen-Baudo, ont observé une diminution des hectares plantés; il faut dire qu'Itsmina et Novita concentraient 45,7% des cultures de coca du département. De même, il résulte que les 2.511 hectares de coca existants dans le Chocó en 2011 ne représentent que 3,9% du total national (64 000 ha) et 9,34% de la région du Pacifique (26 789 ha) (ONUDC, 2011, p.8).

D'un autre côté, en 2011, les autorités ont saisi 4254 kg de feuilles de coca, 85 kg de pâte base de cocaïne, 19 446 kg de cocaïne, 31 kg d'héroïne et 1012 kg de marijuana pressée, (ONUDC, 2011, p. 88), ce qui montre l'augmentation progressive des zones cultivées de ce produit dans le département, en particulier dans les sous-régions des fleuves San Juan et Baudo.

Tableau 1 : Les communes avec présence de cultures de coca 2010-2011

Communes	Hectares touchés 2010	Hectares touchés 2011	Variation en pourcentage 2010-2011
Istmina	847	684	-19%
Alto Baudó	489	196	-60%
Bajo Baudó	419	248	-41%
Medio Baudó	333	352	6%
Nóvita	249	464	86%
Riosucio	243	86	-65%
Sipí	191	130	-32%
El Cantón de San Pablo	133	68	-49%
San José del Palmar	107	104	-3%
Litoral del San Juan	60	36	-40%
Condoto	33	59	79%
Río Quito	30	16	-47%
Unguía	29	6	-79%
Quibdó	26	14	-46%
Nuquí	13	12	-8%
Lloró	10	-	-100%
Juradó	-	18	100%
Acandí	-	6	100%
Bojayá	-	4	100%
Tadó	-	4	100%
Medio Atrato	-	3	100%
Unión Panamericana	-	1	100%
Total Chocó	3.158	2.511	-20%

Source : Surface de cultures de coca dans le département du Chocó. Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime, 2011. Travaillé par Cinep / PPP.

Cependant, bien que l'intérêt semble être lié uniquement au trafic de drogue, on ne peut pas perdre de vue les alliances et les pactes de non-agression entre les acteurs politiques, économiques et armés-légaux et illégaux, les organismes d'enquête judiciaire et les membres des communautés. Ils partagent leurs rôles entre la culture, la production, le transport, la sécurité, la vente et même la saisie de l'alcaloïde dans le but de dominer et de contrôler les espaces. La finalité est d'exercer le contrôle sur les circuits illégaux, en particulier dans les régions avec cultures d'utilisation illicite, sur les sites de localisation des laboratoires pour la production d'alcaloïdes et sur les routes de transport de narcotiques et de livraison de matière première, d'armes et d'articles de contrebande.

L'expansion de la culture de la coca dans le département du Chocó et le milieu de violence et de dégradation écologique qui l'accompagnent sont le résultat de la croissance d'un secteur rural marginalisé, d'une institution publique traditionnellement faible et corrompue qui est maintenant remise en question plus que jamais, d'un modèle de développement fondé sur la croissance économique et sur les progrès de l'exploitation des ressources naturelles et de la biodiversité, ainsi que de l'ouverture de cette région aux marchés internationaux. Ce sont des conséquences sociales néfastes qui donnent lieu à un profond bouleversement social, à une détérioration croissante des conditions de vie des secteurs les plus pauvres, à l'affaiblissement et à l'effondrement des processus organisationnels et des économies locales traditionnelles. Circonstances difficiles qui, accompagnées d'une réponse précaire et minime de l'état colombien, entravent de manière déterminante la possibilité de paix.

2. Le déplacement forcé

Le *Registro Único de Población Desplazada* (RUPD) du *Departamento para la Prosperidad Social* (DPS) a constaté qu'entre les années 2008 et 2011, le département du Chocó a été la scène de l'expulsion de 34 668 personnes, issues de l'ensemble de ses communes, ce qui constitue une population estimée à 476 163 habitants (DANE, 2005). Dans la même période, l'année 2008 a été particulièrement critique (12 134 personnes expulsées), à cause des combats entre bandes criminelles [N.T. la dénomination bandes criminelles correspond à des forces qui se constituent après la démobilisation des Autodefensas Unidas de Colombia en 2006] et des guérillas des FARC et de l'ELN pour le contrôle social et territorial, notamment

dans les zones urbaines de Quibdó et Istmina et dans les sous-régions des rivières San Juan et Baudo, où les civils, pour la plupart afro-descendants et indigènes, se sont trouvés au milieu de la confrontation.

Par la suite, entre les années 2009 et 2010 il y a eu une diminution significative de la tendance du déplacement, associée en grande partie à la baisse des affrontements entre les groupes armés régionaux. Cependant, en 2011 le déplacement forcé a augmenté de façon significative : Il a concerné 9733 personnes et les zones les plus touchées furent les villes de Quibdo et Istmina et les sous-régions du Baudo et du San Juan.

La commune avec le plus grand nombre d'expulsions était Quibdo, qui a porté à 12,7% du nombre total de personnes déplacées (4426) pendant la période analysée. Ce centre urbain, capitale du département, présente des indices élevés de violence, soutenus par trois scénarios possibles : a) la présence et l'activité armée des fronts 34 et 57 des FARC et le Front Manuel Hernandez 'El Boche' du ELN dans leur zone rurale et dans les bassins des rivières Munguidó et Neguá; b) la dispute pour le contrôle territorial et social entre les milices urbaines des fronts 34 et 57 des FARC et les bandes criminelles telles que les Aguilas Negras et Los Rastrojos; enfin c) la criminalité associée à des bandes délictueuses qui opèrent dans au moins quatre des six quartiers de Quibdo.

Tableau 2 – Départements avec présence de cultures de coca – 2008-2011 – Région du Pacifique (Chiffres en hectares).

Département	2008	2009	2010	2011	Variation en pourcentage 2010-2011
Nariño	19.612	17.639	15.951	17.231	8%
Cauca	5.422	6.597	5.908	6.066	3%
Chocó	2.794	1.789	3.158	2.511	-20%
Valle del Cauca	2.089	997	665	981	48%
Total	29.917	27.022	25.682	26.789	-4%

Source : Surface de cultures de coca dans le département du Chocó. Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime, 2011. Travaillé par Cinep / PPP

De cette façon, Quibdo supporte une aggravation progressive du conflit armé dans ses zones urbaines et rurales, ce qui se reflète dans le contrôle des différentes activités économiques et commerciales, passant par le blanchiment d'argent, le micro-traffic de stupéfiants, les assassinats ciblés, les extorsions, les enlèvements et les vols, entre autres crimes.

Un fait important est l'augmentation en volume et l'extension de l'expulsion et de l'accueil des personnes déplacées dans les sous-régions des rivières San Juan et Baudó au cours des quatre dernières années, ce qui est probablement la conséquence du conflit entre bandes criminelles, comme Los Rastrojos et Las Aguilas Negras, contre le Frente de Resistencia Cimarrón qui fait partie du Frente de Guerra Occidental de l'ELN allié avec le Frente Aurelio Rodriguez des FARC, pour le contrôle des zones stratégiques utilisées dans la culture, la transformation et le transport des feuilles de coca sur les marchés internationaux.

D'autre part, quant à l'accueil de la population déplacée pendant la période étudiée (16 638 personnes), Quibdó se classe la première avec 5 428 cas, chiffre qui représente 32,6% du total des personnes déplacées. Elle est suivie du Bajo Baudó, qui a accueilli 2 626 personnes, et d'Istmina, qui a abrité 2 558 personnes. Un aspect important est le pourcentage élevé de personnes déplacées qui restent ou déménagent dans le même département. On doit cela à la tendance historique vers «l'ancrage territorial».

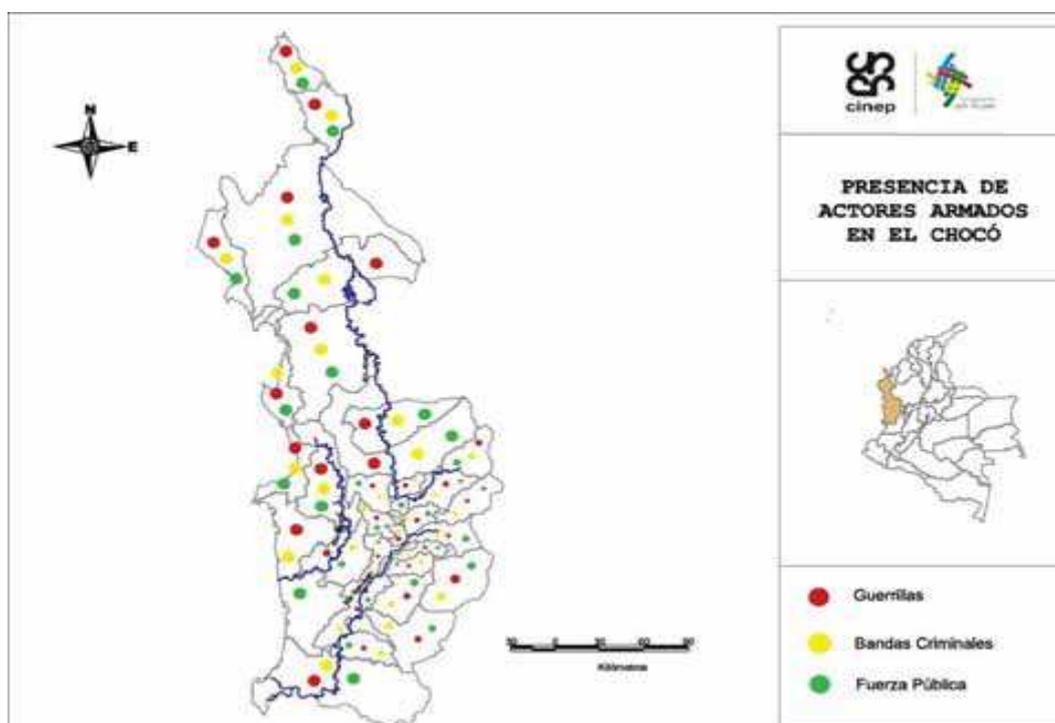
Depuis l'année 2008, le déplacement des personnes dans le département du Chocó est le résultat de la consolidation des groupes armés illégaux qui ont fait de la population afro-descendante, métisse et autochtone des cibles militaires et de leurs territoires un butin de guerre. Ces deux facteurs favorisent l'expansion de la frontière agricole, la transformation du paysage et de la construction d'une infrastructure adaptée pour attirer les investissements.

3. La présence d'acteurs armés

L'existence de groupes armés illégaux qui exercent un contrôle social et territorial dans toutes les communes du département du Chocó, ainsi que la militarisation de tels territoires comme politique de sécurité publique et de solution au problème de la violence, constitue un contexte de plus en plus difficile : dans les sous-régions du département il y a des alliances stratégiques et des disputes intenses entre les acteurs armés de toutes sortes, facilitant ainsi les actions de guerre contre un territoire donné, en fonction des intérêts qui sont en jeu et du contexte situationnel qui se présente.

Actuellement dans le département se trouve le Batallón de Infantería No 12, Alfonso Manosalva Florez, la Fuerza de Tarea del Darién, la Fuerza de Tarea de l'Atrato, les Brigadas III, XV y XVII, les Batallones de Contraguerrillas No. 100 et 101 de l'armée nationale et le Comando de Infantería de Marina del Pacífico de la marine nationale. Quant à la police, les organismes présents sont ceux du département du Chocó et les correspondants d'Urabá, qui couvrent certaines communes du département du Chocó : Acaandí, Unguía, Riosucio, Carmen del Darién et Juradó.

Carte CINEP/PPP – Présence des acteurs armés dans le Chocó.



Pour leur part, les FARC disposent du bloc nord-occidental Iván Ríos avec ses fronts 57 et 34, de la compagnie Aurelio Rodriguez et du bloc mobile Arturo Ruiz. Le premier est situé principalement dans le Bas-Atrato et le Darién Caribe, et dans certaines parties du Moyen-Atrato et sur la côte du Pacifique Nord. Le deuxième et le troisième sont situés dans le Moyen et Haut-Atrato et les parties hautes, moyennes et basses des rivières San Juan et Baudó. Enfin, le bloc mobile Arturo Ruiz est présent dans les parties moyennes et basses de la rivière San Juan et dans les limites du Chocó avec Risaralda et le nord de la vallée del Cauca.

En ce qui concerne l'ELN, ils sont présents sur le front de la guerre occidentale, intégré par les fronts Manuel Hernández 'El Boche', Cacique Calarcá, Ernesto 'Che' Guevara et Resistencia Cimarrón, ainsi que la compagnie des troupes spéciales 'Omar Salgado'. Ses actions se concentrent dans le Moyen et Haut-Atrato, dans les parties moyennes et basses du fleuve San Juan, la partie haute, moyenne et basse du fleuve Baudó et les limites entre Chocó et Risaralda.

Enfin, les bandes criminelles ont une présence sur l'ensemble des 30 communes du département ; parmi elles les Águilas Negras affectent le plus grand nombre de municipalités : 19, suivie de Los Rastrojos avec 18 communes; Renacer avec 10, Los Urabeños avec six et La Oficina de Envigado, qui avec Los Paisas affecte

quatre communes. La juridiction municipale qui concentre le plus grand nombre de ces bandes est Bahía Solano (Águilas Negras, La Oficina de Envigado, Los Urabeños, Los Paisas et Los Rastrojos), suivie par Quibó (Águilas Negras, Renacer, Los Urabeños et Los Rastrojos); Istmina et les communes du Haut, Moyen et Bas Baudó (Águilas Negras, Los Rastrojos et Renacer).

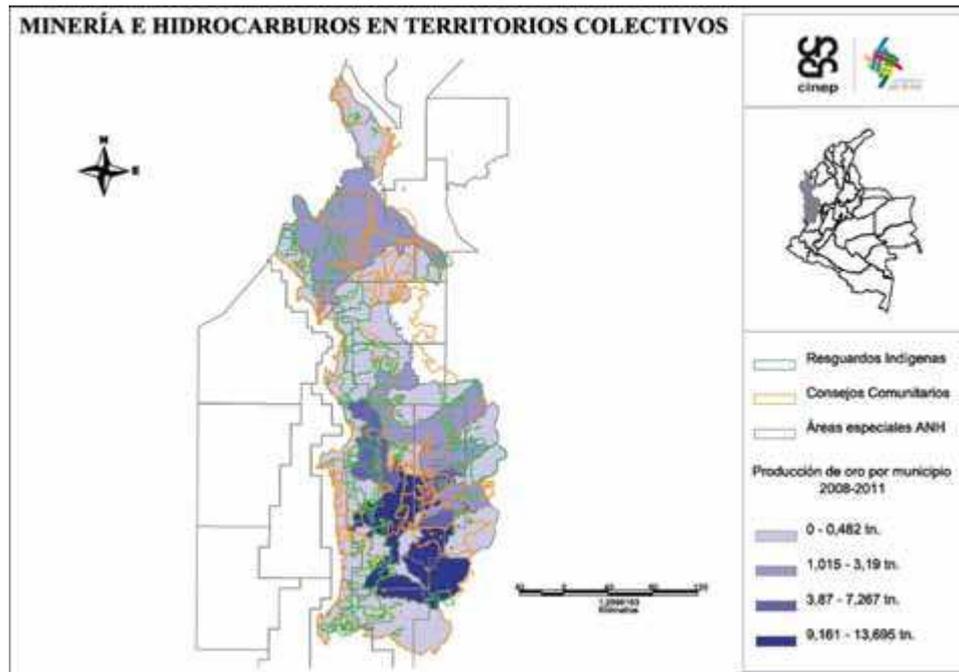
Le panorama ci-dessus montre que les processus organisationnels des communautés afro-descendantes, indigènes et métisses du Chocó sont fortement pressés par de nouveaux ordres politiques, économiques et sociaux, imposés localement par des armées en dispute, facteur qui en grande partie a conduit vers une dynamique de « *reprimerización* » de l'économie [N.T. C'est-à-dire de retour à l'économie dans son état primaire]. Celle-ci a pour composantes centrales : l'expansion de la frontière agricole; la transformation de l'organisation territoriale et du paysage; la culture, la production et la commercialisation de drogues; les armes et la contrebande; les concessions des grandes entreprises du bois et des industries extractives de minerais-énergétiques. Autrement dit, il s'agit de la mise en place de conditions favorables à l'expansion du capital en tant que moyen de guerre et le contrôle territorial.

Cet ensemble d'intérêts, d'actions armées et de circonstances sociales difficiles repousse la fin du conflit armé et perpétue la spirale de la violence. Cette situation cause de graves impacts sociaux, culturels, économiques, environnementaux et politiques, entre autre l'usurpation du territoire, l'ignorance des processus d'organisations des communautés, la rupture du tissu social, la perte de l'unité, du sens des facteurs culturels et du sentiment d'appartenance, la déstructuration des organisations fondamentales de la communauté et de la famille, du conseil communautaire, la réserve indigène, etc. En fin de compte, l'affaiblissement de l'autonomie des communautés qui y habitent.

4. Le cas de l'exploitation minière

Selon le *Sistema de Información Minero Colombiano* (SIMCO), le total de titres d'exploitation minière en vigueur dans le département du Chocó en 2011 était de 157. En particulier l'entreprise AngloGold Ashanti Colombie S.A. avec 61 titres (42,67% de la concentration totale), le projet Coco Hondo S.A.S. avec 16 titres (10,1%), la société Muriel Mining Corporation avec sept titres (4,4%) et le Consorcio Metrocorredores avec quatre titres (2,5%), tandis que les autres 40,33% apparaissent distribués entre 54 entreprises qui ont moins de trois titres.

Les communes qui sont les plus susceptibles d'être affectées territorialement par les opérations d'exploration et d'exploitation sont Quibdó (43 titres miniers), El Carmen de Atrato (24), Bagadó (23), Riosucio (22), Tado (14) et Istmina (11). Il convient de noter que ce sont les zones rurales de la capitale du département qui concentrent la plus grosse quantité des titres miniers en vigueur, une situation susceptible de répondre aux grands gisements aurifères situés dans le bassin de la Nequí, pour n'en nommer qu'un.



En outre, selon le SIMCO, en 2011, la Colombie a atteint le plus haut niveau de la production d'or : un total de 55,9 tonnes, dont la moitié (27,9 tonnes) a été extrait dans le territoire du Chocó. Il s'agit d'un chiffre important si l'on considère qu'il y a quelques années, et à l'exception de 2010 (alors que la production totale d'or a été de 53,6 tonnes), ce département ne représentait que 10% de la production nationale totale.

Il est clair que l'exploitation du minerai dans le Chocó a eu lieu dans les territoires collectifs et traditionnels des communautés afro-descendantes et autochtones, situation extrêmement préoccupante qui a créé des problèmes immédiats touchant des sujets de droits collectifs et individuels.

Dans la plupart des cas, l'activité se fait avec violation du droit à la consultation préalable de la communauté touchée. Les exploitations qui se font techniquement sous un plan de responsabilité sociale et environnementale sont absentes, et les impacts environnementaux et sociaux sont la norme : coupes de forêt et destruction des sols, disparition des sources d'eau, changement du cours des rivières, migration et destruction des espèces de la faune aquatique, aérienne et terrestre, perte des rares terres propices à l'agriculture, appauvrissement progressif de la population locale, perte d'autonomie des autorités ethniques, conflits sur la propriété, possession et utilisation de la terre par les différents acteurs armés illégaux, menaces, déplacements forcés et assassinats ciblés.

Ce sont des raisons suffisantes pour que l'exploitation minière sans contrôle soit considérée comme un des éléments qui induit un plus haut niveau d'insécurité, de désengagement et de la perte de légitimité de l'institution étatique.

Conclusion

Les exemples cités sont certains des nombreux facteurs qui empêchent la fin du conflit armé au milieu de la négociation et du dialogue avec les Farc. Beaucoup s'est dit et pourra se dire du présent et du futur des négociations de paix, mais il est clair que si ce dialogue ne se construit pas à partir des territoires – localités et régions affectées – des visions du monde, des croyances et valeurs qui sont incarnées ici, c'est-à-dire avec la base d'une compréhension de la réalité à travers une approche culturelle, économique et productive, sociale et politique, par l'intermédiaire de dialogues des différents acteurs régionaux, le tant attendu rêve de fin du conflit reste nébuleux.

Referéncias

- Oficina de las Naciones Unidas contra la Droga y el Delito. Colombia. Censo cultivos de coca 2011. Pág. 8. Junio de 2012. Bogotá.
- Ibíd., Pág. 23.
- Ibíd., Pág. 88.
- Departamento Administrativo Nacional de Estadística – DANE. Colombia. Censo General departamento del Chocó. 2005.
- Oficina de las Naciones Unidas contra la droga y el delito (UNODC), 2011, “Censos cultivos de coca 2011”, Bogotá, junio, p.8, 23 y 88.
- Departamento Administrativo Nacional de Estadística -DANE-, 2005, “Censo general departamento del Chocó”, Colombia.
- Oficina de las Naciones Unidas contra la droga y el delito (UNODC), 2012, “Censos cultivos de coca; estadísticas municipales 2011”, Bogotá, agosto.
- Registro Único de Población Desplazada (Rupd) del Departamento para la Prosperidad Social (DPS) disponible en: [http://www.dps.gov.co/EstadisticasDesplazados/GeneralesPD.aspx?idRpt=2\[2012\]](http://www.dps.gov.co/EstadisticasDesplazados/GeneralesPD.aspx?idRpt=2[2012])
- Sistema de Información Minero Colombiano (Simco) [http://www.cmc.gov.co:8080/CmcFrontEnd/consulta/listaResultado.cmc\[2012\]](http://www.cmc.gov.co:8080/CmcFrontEnd/consulta/listaResultado.cmc[2012])